

HISTOIRE La sociale-escalade (1^{ère} partie) DE L'ALPI D'BOURGES À LA GRIMPE POPULAIRE

Et si la révolution de l'escalade, sa professionnalisation, son passage de sport de nature à celui de sport urbain, de sport «pur» à celui de sport compétitif et commercial... était (en grande partie) la conséquence des prises de position de l'escalade «travailliste». Premier volet des extraits du «Guide technique et historique de l'alpinisme» de Jean-Paul Walch, paru aux éditions Guérin (1), vécu notamment au travers des échos de deux magazines commerciaux, *AlpiRando* et *Montagnes Magazine* (2), créés en 1978 pour l'information des grimpeurs et venus compléter la revue du Caf, *La montagne*. # Par Jean-Paul Walch, «Sociale escalade» (extraits) in «Guide technique et historique de l'alpinisme» (éd. Guérin)

(1) Le second volet de cet article sera publié dans le numéro de février 2013 de Sport et plein air.

(2) La parution d'Alpinisme et Randonnée a pris fin en 2004.

(3) Entre crochets : insertions ou coupes de la rédaction.

Cet article est une sélection d'extraits du chapitre «Sociale-escalade» de l'ouvrage «Guide technique et historique de l'alpinisme», de Jean-Paul Walch, éditions Guérin (2012) : «En relisant l'histoire de l'alpinisme avec le prisme des techniques, l'auteur met en perspective les influences et rend lumineuses les évolutions... Un livre atypique et passionnant.»

Début des années quatre-vingt. L'escalade pure [est] (3) devenue un sport autonome [de l'alpinisme], attirant de nombreux adeptes qui ne passaient pas leurs vacances estivales [en montagne]. Telle était la situation sur le terrain, mais qui n'avait pas encore de traduction institutionnelle.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République, et nomme Pierre Maurois au poste de Premier ministre. Selon le programme de la Gauche, la durée hebdomadaire du travail devait être réduite de 40 à 35 heures et les congés payés passer de 4 à 5 semaines annuelles. Pour en faire plus qu'une simple réduction de 15 % du temps de travail, mais une des pièces maîtresses du slogan «Changer la Vie», Maurois crée un ministère du Temps Libre, confié au syndicaliste enseignant André Henry. Ce ministère chapeaute la Jeunesse et les Sports, attribués à Mme Edwige Avicé [qui] nomme un conseiller montagne, Yves Ballu, historien des sports de montagne et apolitique.

Le réalisme [sic !] pousse cependant Pierre Maurois à se contenter du passage aux 39 heures hebdomadaires, une coupe claire dans l'ambition initiale. Le discours politique ne change pas pour autant.

«Le «marché» va s'enrichir d'un flux de catégories sociales nouvelles, accédant aux loisirs grâce aux mesures sociales prises par le gouvernement» déclare Mme Avicé interviewée par *Alpinisme et Randonnée*. Yves Ballu a bien appris la leçon :

«Dans la perspective d'un afflux important de clientèle nouvelle, grâce à une nouvelle politique touristique, il faudra être prêt.» *Montagnes Magazine*, 1982.

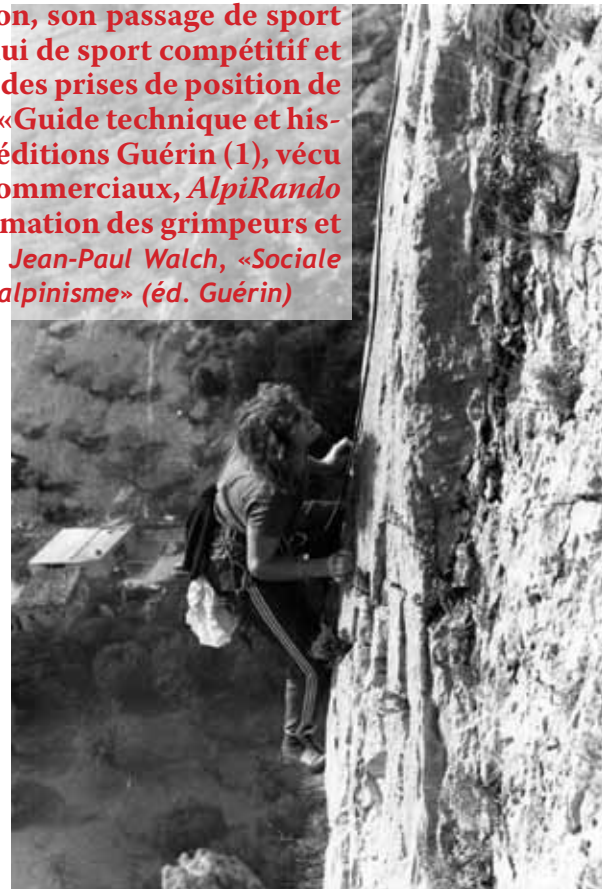
Dans cette perspective, Yves Ballu présente dix-huit propositions à la ministre, parmi lesquelles : une réforme des brevets d'état (BE : moniteurs de ski, guides,...) mettant l'accent sur la pédagogie et l'animation, de manière à mieux satisfaire les besoins des associations organisant des stages collectifs ; la construction de murs d'escalade en milieux urbains et scolaires ; la reconnaissance «du développement considérable de la pratique de l'escalade pure et de l'évolution spectaculaire du niveau technique», devant déboucher sur une évolution du brevet de Guide de Haute Montagne ; l'habilitation de la FFMontagne à organiser des compétitions d'escalade.

Alpinisme et Randonnée fait une critique systématique des institutions et de leurs «*apparatchiks (...), exécuteurs des hautes œuvres ministérielles*», sans cacher ses préjugés politiques. «*Qui l'emportera, du ministère ou des hommes de terrain ? Aux dernières nouvelles [le] ministre du Temps Libre. Contre l'avis, et sans consultation des intéressés*» (n° 51, p. 67). «*Écouter un représentant de la FSGT, c'est rassurant, on sait où l'on va et d'où l'on vient. On retrouve le langage officiel actuel : mettre le sport à la portée de tout le monde*» (p. 16)». Yves Ballu roulerait donc pour la FSGT, ou Fédération sportive

et gymnique du travail, «*proche du parti communiste*» (*AlpiRando* 73, p. 7). Après le national-alpinisme, la sociale-escalade.

À l'opposé de l'alpinisme bourgeois, à la remorque de ses guides

[À la création de la fédération, en 1934], les héros de «l'alpinisme travailliste» étaient alors les frères Vernet, Jean et Georges, installés à Nice, et qui attirèrent Pierre Allain dans le Sud au cours de l'été 1934. Jean Vernet était avec le Bleusard [grimpeur de Fontainebleau] lors de la première ascension de la face sud de la Meije. Plus tard, les deux frères, Résistants communistes, furent arrêtés et déportés à la centrale d'Eysses, dans le Lot-et-Garonne, où Vichy détenait ses prisonniers politiques. Ils participèrent, en février 1944, avec Georges Charpak (bleusard, communiste et futur prix Nobel de Physique), qui y était aussi détenu, à la mutinerie de cette prison. Ils furent déportés à Dachau,



GUIDE
technique
et historique
de l'alpinisme



Jean-Paul Walch

dont Georges Vernet ne revint pas. La FSGT revendique aussi l'adhésion de Raymond Leininger, compagnon de Pierre Allain à la face nord des Drus et Résistant du maquis dans le Dévoluy : à l'époque, il y avait donc des cordées de droite et des cordées de gauche.

[...] Au lendemain de la Guerre, la FSGT contribue à la création de l'UNCM [Union nationale des centres de montagne], la future UCPA, qui «*ouvrit la montagne à la masse des jeunes travailleurs malgré le manque de moyens*», et Raymond Leininger en devint directeur technique.

Avec l'installation dans la Guerre Froide, [une grande partie des] Amis de la Nature quitte la FSGT dès 1948, puis c'est au tour des socialistes (1950), suite à l'envoi par la Fédération d'un cadeau au «*petit père des peuples*» (Staline), pour son soixante-dixième anniversaire. «*La division se réintroduit dans les rangs des travailleurs*». La FSGT devient une organisation homogène de «*lutte*», et les pouvoirs publics lui coupent les subventions.

[...] La FSGT, crée une «*Spécialité Montagne*» en 1953 [...] «*capable de maintenir une cohésion idéologique et technique aux différents niveaux de pratique à la lumière des idéaux du sport travailliste*». «*L'alpinisme travailliste est officiellement né*», dont le slogan est : «*Je grimpe en tête et je conduis les courses que je fais*», à l'opposé de l'alpinisme bourgeois, à la remorque de ses guides.

Aujourd'hui, la FSGT, forte de cette longue histoire, développe une approche particulière de l'escalade : équipement et défense des sites, organisation de l'enseignement bénévole, mise en responsabilité des pratiquants...

[Début des années 80], c'est dans *Montagnes Magazine* que la FSGT s'exprime : cette revue soutient ses choix les plus contestés, en particulier concernant l'organisation de compétitions d'escalade. Pour la FSGT, le développement considérable de l'escalade, comme pratique autonome, distincte de l'alpinisme, est une évolution historique, propice à la démocratisation des sports verticaux. Elle oppose le champion d'escalade, sportif comme les autres, protégé par un équipement béton, à l'alpiniste surhomme, bravant la mort, qui avait été magnifié par la propagande nazie. Elle abhorre cet alpinisme héroïque, pratiqué pour la distinction qu'il procure à celui qui veut se situer au-dessus du commun des sportifs.



Photos : DR/FSGT

«*Alors rabaisser l'alpinisme au rang d'un sport comme les autres, n'est ce pas détruire ce qu'il faut bien appeler une rente socioculturelle*», écrit-on dans le jargon marxisant (FSGT, Tribune libre, *Montagnes Magazine*, 1983). Il faut en passer par cette «*sportivation*» pour démocratiser réellement l'escalade (Rotillon).

La FF de montagne devient de montagne-escalade

La Fédération française de la montagne était [quant à elle], depuis sa création [1945], en proie à la lutte des «*petites*» associations, à la tête desquelles la FSGT, contre un Club alpin français (Caf) hégémonique, car représentant, avec 80 000 adhérents, plus de trois quarts des fédérés. La montée en puissance de l'escalade donne la possibilité à la FFM d'élargir son champ d'activité à un domaine où la présence du Caf est marginale. C'est ainsi qu'est créée, en 1982, une Commission d'escalade qui, signe encourageant, comprend des grimpeurs de pointe, Patrick Berhault, Catherine Destivelle, Jean-Claude Droyer, Patrick Edlinger, Laurent Jacob, Jean-Marc Troussier, ainsi que deux militants de la FSGT. La présidence en est confiée à Benoît Renard, président du Groupe de Haute Montagne.

Elle prend en charge les grands thèmes du moment : l'équipement des falaises, la compétition, les échanges internationaux, ainsi que les débouchés professionnels. Concernant ces derniers, l'idée n'est plus de faire évoluer le brevet de Guide de Haute Montagne, mais carrément de créer un diplôme d'État spécifique à l'escalade.

La création de ce Brevet d'État d'Escalade (BEE) rencontre l'opposition farouche du Syndicat des Guides de Haute Montagne, qui représente plus d'un millier de professionnels. [...] L'arrêté du 5 octobre 1984 crée le diplôme de moniteur d'escalade donnant le droit d'exercer, moyennant rétribution, les activités d'enseignement, d'animation et d'entraînement à l'escalade sur blocs, structures artificielles et falaises d'escalade. Sous la pression du Syndicat des Guides, le territoire de ces moniteurs s'arrête à 800 m d'altitude. Pour emmener des clients dans les gorges du Verdon (1000 m), il faut donc être expert en nivologie ! Et les Gaillands resteront la chasse gardée des Guides de Chamonix.

Ce sont les grimpeurs qui se sentent floués, et le dossier des compétitions n'avançant pas non plus très vite, Benoît Renard quitte la FFM et franchit le Rubicon, avec Gilles Rotillon (FSGT), en créant une Fédération française d'escalade (FFE, 1985). Ils sont rejoints par les principaux ténors du libre : Marc Le Menestrel, Edlinger, Berhault, Raboutou, Godoffe, Jean-Marc Troussier, Escoffier, Profit et soutenus par un nouveau magazine : *Vertical*. Un des objectifs de la jeune fédération est l'organisation de championnats de France. [...] Le 13 juin 1987, à la demande du ministère, la FFE, qui n'a pas réussi à atteindre la masse critique financière, réintègre la FFM qui se transforme en FFME. Et le domaine d'intervention du BE Escalade s'élève maintenant jusqu'à 1500 mètres d'altitude. [...] #

À suivre avec la révolution des murs d'escalade artificiels et les premières compétitions...

Sur les photos : page de gauche, grimpe sur les falaises de Buis-les-Baronnies (Drôme) ; ci-dessus, une des premières compétition de bloc de haut niveau organisée par la FSGT lors des «6 jours du sport populaire» du 6 au 12 juin 1988 dans le parc de La Courneuve (93) - en premier plan sweet sur les épaule, Jacky Godoffe, un des meilleurs et un des grimpeurs les plus connus de la forêt de Fontainebleau (champion de France en 1988 et vice-champion du monde de la discipline), suivi de Gilles Rotillon - plus de 5000 enfants des écoles de Seine-Saint-Denis avaient été accueillis pour pratiquer sur un des dizaines de blocs montés pour l'occasion.